

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Crise-boursiere-crise-pour-tous>

Crise boursière, crise pour tous

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : samedi 4 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Rien n'est plus faux que de croire que la crise boursière menacerait seulement les boursicoteurs et les actionnaires. Son onde de choc parcourt toute la société en profondeur, aggrave le chômage, déprime la consommation et précipite la hausse des prix dans certains secteurs, à l'image du marché de l'immobilier. Les malheurs du CAC 40 ne s'arrêtent pas aux portes de la Bourse.

Par Françoise Galland

Depuis plus de dix ans, la Bourse florissante faisait la joie des commentateurs et des bénéficiaires. Aujourd'hui, elle est en chute libre et plus personne n'hésite à parler de krach, se référant à la grande crise de 1929. Une comparaison qui souligne bien que tout un chacun a de quoi s'inquiéter pour son avenir. Si on en est arrivé là, c'est bien sûr le système financier qui est en cause. Mais on a aussi endormi l'opinion publique qui a vécu sur nombre d'idées reçues et erronées. Une série d'arnaques, en somme.

Première arnaque : la Bourse. Royaume des spéculateurs, n'est pas l'économie réelle.

Combien de fois a-t-on entendu cette rengaine rassurante dans la bouche de tous ceux, ministres ou analystes, qui nous assurent que tout va bien puisque les fondamentaux sont bons ? Il est vrai que pendant tout un temps, alors que la Bourse chutait, la croissance économique est restée au rendez-vous. Mais cette situation n'a duré qu'un temps. Malgré une certaine indépendance de la sphère financière, la Bourse entre en relation avec l'économie, par les capitaux qu'elle draine, par la rentabilité qu'elle impose (retours sur investissements déconnectés de la santé de l'entreprise). D'où les fameux « licenciements boursiers », et les fermetures d'entreprises saines avec leur cortège de drames humains.

Deuxième arnaque : la baisse des cours. N'est que due à « une bulle spéculative » sur les nouvelles technologies.

Mais la fameuse bulle spéculative autour des valeurs de la « nouvelle économie », la téléphonie mobile et internet, n'a fait que masquer une gestion délirante des grandes entreprises. Elles se sont endettées comme jamais, ont fait des OPA et des rachats sans rapport avec leurs possibilités. Comble de l'escroquerie, certaines et non des moindres ont trafiqué leurs comptes pour faire apparaître des bénéfices. Tout cela au détriment de la masse salariale !

Troisième arnaque : l'euro bouclier.

La monnaie unique devait nous mettre à l'abri d'une grande crise. L'argument, longuement avancé par nos dirigeants politiques, nous a été servi à satiété quand, juste après la mise en place de l'euro, en 1999, l'Europe n'avait pas pâti des crises russe et asiatique. Aujourd'hui que la crise a gagné bien d'autres régions du monde, qui oserait encore sortir une telle ineptie ? La mondialisation de l'économie, l'ouverture aux capitaux étrangers, rendent les Bourses interdépendantes, et quand *Wall Street* dévisse, Paris aussi. La démonstration nous en est fournie tous les jours.

Quatrième arnaque : le capitalisme populaire.

L'idée n'est pas nouvelle. Vantée dans les années 1950 par le général Perón, la « *participation* » comme on disait

alors, devait abolir la séparation entre salariés et actionnaires. Une décennie plus tard, De Gaulle l'acclimatait à l'Hexagone sans parvenir à la mettre en place. Ce n'est que bien plus tard, en 1986, qu'Édouard Balladur la relança à la faveur des premières privatisations. Dès lors, tout a été fait pour séduire le petit épargnant ou le salarié. Les banques ont proposé à leur clientèle modeste des « produits » adaptés, plans d'épargne en actions, avec coup de fil personnel et discours rassurant « Vous ne risquez rien, si ça devait s'effondrer, c'est toute l'économie qui s'effondrerait, vous voyez bien, c'est impensable ! ». De leur côté, les entreprises en nombre toujours plus grand ont « réservé » une partie de leur capital à leur personnel à des tarifs préférentiels, une aubaine supposée, pour ceux qui ne pouvaient être rémunérés en stock-options ! Mais très vite, tous ces petits porteurs ont été dépossédés du minimum d'informations, et donc d'un quelconque pouvoir de décision. Les salariés de France Télécom, d'Alcatel ou de Vivendi, pour ne citer qu'eux, en ont fait l'amère expérience : leur apport en capital n'a servi qu'à renforcer le pouvoir de leurs dirigeants d'entreprise ainsi confortés dans leur gestion aventureuse.

Toutes ces données montrent que l'économie dans son ensemble est atteinte. Et que les États ne sont pas en mesure de faire face à une récession. Les conséquences d'une moindre activité vont se faire sentir sur l'emploi avec une augmentation du chômage, sur les salaires qui vont tendre à la baisse, sur la consommation, bien entendu, mais aussi sur les revenus de l'État, des caisses sociales et des retraites.

Quant aux salariés actionnaires ou aux petits porteurs, ils sont définitivement perdants. Leur épargne, qui jadis leur permettait d'être à l'abri des coups durs, a fondu dans une grande manipulation.

Post-scriptum :

Cliquez ici : [Politis](#)